

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Marianne Keller** : "La forme soeur jumelle des libertés" dans l'entreprise et devant le Conseil de prud'hommes.

**Philippe Masson** : Simplifier, disaient-ils... (propos syndicaux sur la recodification du Code du travail).

### DOCUMENT

Les repères revendicatifs de la CGT.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

Pour un Code du travail plus efficace : l'activation des pouvoirs du Bureau de conciliation !

**Conseil de prud'hommes de Nîmes (Conciliation) 14 décembre 2006 ; Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 7 juillet 2006** - Note Jean-Marc Sastre (p. 420)

L'office du juge lors de l'examen d'une prise d'acte de la rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2007** - Note Xavier Médeau (p. 423)

La convention de reclassement personnalisé (CRP) ne fait pas obstacle au contrôle judiciaire du motif économique de la rupture.

**Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> ch. C) 22 mars 2007 ; Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> ch. D) 15 mai 2007** - Note Valérie Lanes (p. 429)

La rupture amiable pour motif économique du contrat d'un salarié protégé demeure soumise à l'autorisation préalable de l'administration.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2007** - Note Laurent Milet (p. 436)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



**SEPTEMBRE 2007**

**Doctrine :**

**“La forme sœur jumelle des libertés” dans l’entreprise et devant le Conseil de prud’hommes**, par **Marianne Keller**, Maître de conférences à l’Université de Paris I Panthéon-Sorbonne ..... 399  
 Annexe : HARCELEMENT – Injures racistes – Dégradation des conditions de travail – Action du délégué du personnel (L. 422-1-1).  
**COUR D’APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 7 mars 2007** ..... 407

**Simplifier, disaient-ils... (propos syndicaux sur la recodification du Code du travail)**, par **Philippe Masson**, responsable du collectif Droits, libertés, actions juridiques de la CGT ..... 409

**Document :**

Les repères revendicatifs de la CGT ..... 415  
 Fiche n° 7 : Droits individuels et collectifs / transférabilité ..... 415  
 Fiche n° 8 : Droit des salariés des entreprises sous-traitantes ..... 417  
 Commentaire de **Arnaud de Senga** ..... 418

**Jurisprudence :**

CONSEIL DE PRUD’HOMMES – Bureau de conciliation (deux espèces) – Paiement des salaires jusqu’à la prise d’acte de la rupture et des deux mois de préavis ordonné à titre de provision (première espèce) – Appel irrecevable sans jugement préalable au fond (deuxième espèce).  
**Première espèce : CONSEIL DE PRUD’HOMMES DE NIMES (Bureau de conciliation) 14 décembre 2006** .... 420  
**Deuxième espèce : COUR D’APPEL DE TOULOUSE (Ch. Soc.) 7 juillet 2006** ..... 421  
**Note Jean-Marc Sastre**, Conseiller prud’homme ..... 422

CONTRAT DE TRAVAIL – Manquement de l’employeur à ses obligations contractuelles – Demande du salarié en résiliation judiciaire – Date d’effet – Jour du jugement accueillant la demande.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 janvier 2007** ..... 422

CONTRAT DE TRAVAIL – Prise d’acte – Office du juge – Examen des griefs (L. 122-14-3).  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 avril 2007** ..... 423  
**Note Xavier Médeau**, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières ..... 424

CONTRAT DE TRAVAIL – Qualification – Société donneuse d’ordre liée par des contrats commerciaux à diverses sociétés d’exploitation – Examen des clauses contractuelles et des conditions d’activité économique réelle – Requalification en contrats de travail.  
**COUR D’APPEL DE VERSAILLES (6e ch.) 24 octobre 2006** ..... 425

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Convention de reclassement personnalisée (CRP) – Adhésion – Effets – Pouvoirs du juge – Recherche du motif économique (oui) (deux espèces).  
**Première espèce : COUR D’APPEL DE PARIS (18e Ch. C) 22 mars 2007** ..... 429  
**Deuxième espèce : COUR D’APPEL DE PARIS (18e Ch. D) 15 mai 2007** ..... 432  
**Note Valérie Lanes**, Avocate au Barreau de Paris ..... 434

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Pluralité d’employeurs – Faute du salarié commune – Lettre de licenciement unique.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 décembre 2006** ..... 434

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Cas d'application de la procédure – Contrat de travail résilié amiablement pour motif économique dans le cadre d'un accord collectif mis en œuvre après consultation du comité d'entreprise – Nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 mars 2007</b> .....	436
<b>Note Laurent Milet</b> .....	436
TRANSFERT D'ENTREPRISES – Licenciement antérieur à transfert – Caractère occulte de la cession de l'entreprise et de ses conditions – Licenciement privé d'effet – Maintien du contrat.	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (section Encadrement) 15 décembre 2006</b> .....	438
<b>Chroniques jurisprudentielles :</b>	
<b>Droit pénal du travail</b> , extraits de décisions sélectionnés et commentés par <b>Marc Richevaux</b> , Magistrat, Maître de conférences - Université du Littoral Côte d'Opale.	
HYGIENE ET SECURITE – Machine ancienne – Défaut de mise en conformité – Contravention de blessures involontaires – Responsabilité de la personne morale.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 12 juin 2007</b> .....	440
HYGIENE ET SECURITE – Machine ancienne – Défaut de mise en conformité – Exceptions - Contravention de blessures involontaires – Prescription.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 9 janvier 2007</b> .....	441
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Mise à pied d'un délégué syndical – Absence de convocation à une réunion de concertation – Entrave à l'exercice du droit syndical – Action civile personnelle du représentant du personnel – Recevabilité – Préjudice causé au syndicat et à l'intéressé.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 30 octobre 2006</b> .....	443
TRAVAIL DISSIMULE – Constatation des infractions – Procédure de flagrant délit.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 2 mai 2007</b> .....	444



Au sommaire :

## La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences

### **Le droit et les juges :**

- Une confirmation : le contrat "nouvelles embauches" est contraire au droit international
- Une démission en apparence sans réserve peut être requalifiée en prise d'acte

### **Pratique prud'homale :**

Quand une action pénale perturbe le procès prud'homal

**L'actualité juridique** (neuf pages de sommaires de jurisprudence)

Commandes à : NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche

Prix du numéro : 6,20 € (+ forfait de 3 € par envoi).

Abonnement : 65 € par an à NSA La Vie Ouvrière, BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet [www.librairie-nvo.com](http://www.librairie-nvo.com)